

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DISTILLERIE DU PETIT PUIITS

785 RUE DE LA DISTILLERIE
16300 Criteuil-La-Magdeleine

Références : 2025 344 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0007205582

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2025 dans l'établissement DISTILLERIE DU PETIT PUIITS implanté 785 RUE DE LA DISTILLERIE 16300 CRITEUIL-LA-MAGDELEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE DU PETIT PUIITS
- 785 RUE DE LA DISTILLERIE 16300 CRITEUIL-LA-MAGDELEINE
- Code AIOT : 0007205582
- Régime : Enregistrement

La Distillerie du Petit Puits est autorisée, par arrêté préfectoral du 9 mai 1990 complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2024, à exploiter les installations classées suivantes :

- un chai de vinification et une cuverie à vins totalisant une capacité de stockage de vins 42 000 hl (régime E – rubrique 2251) ;
- une distillerie de 10 alambics de 25 hl de capacité de charge chacun, comprenant un chai de distillation d'une capacité de 100 m³ (régime E – rubrique 2250 et régime DC – rubrique 4755) ;
- un réservoir de propane de 15 t (régime DC – rubrique 4718);
- une tour aéroréfrigérante d'une puissance de 471 kW (régime DC – rubrique 2921).

La présente visite d'inspection a porté sur le suivi de la tour aéroréfrigérante et sur les cuveries à vins, installations objets de la visite d'inspection précédente (2023) qui avait donné lieu à une mise en demeure par arrêté préfectoral du 20 juillet 2023.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2 | Rétentions associées aux stockages de vins | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22 | Astreinte | 7 mois |
| 3 | Tour aéroréfrigérante - Stratégie de traitement préventif | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7 I.2.b) de l'annexe I | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Tour aéroréfrigérante - Rejets d'eau | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.9 de l'annexe I | Demande d'action corrective | 10 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1 | Modifications de la cuverie à vins | Code de l'environnement du 05/03/2025, article II. R.512-46-23 | Levée de mise en demeure |
| 4 | Tour aéroréfrigérante - Suivi des volumes d'eau consommés et rejetés | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7 IV.2. de l'annexe I | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort principalement de la présente visite d'inspection que l'exploitant n'a pas réalisé les actions correctives attendues vis-à-vis de l'absence de rétention associée aux cuves à vins situées à proximité de la distillerie. Ce fait constitue un manquement vis-à-vis de la limitation des conséquences d'une perte de confinement accidentelle. Ce manquement avait fait l'objet d'une mise en demeure, par arrêté préfectoral du 23 juillet 2023, dont le délai avait été porté à un an à la demande de l'exploitant qui avait annoncé la réalisation des travaux pour l'été 2024.

Concernant le suivi de la tour aéroréfrigérante (TAR), l'exploitant dispose de tous les outils de suivi requis pour prévenir le risque de développement de légionelles dans le circuit d'eau de la TAR. Pour autant, au regard de la stratégie de traitement préventive mise en œuvre (traitement choc mensuel par biocide non oxydant) et des résultats d'analyses en AOX dans l'eau qui obligent l'exploitant à limiter le débit de vidange du circuit, l'inspection relève que la prise en compte de l'impact de la stratégie de traitement sur la qualité de l'eau rejetée est perfectible.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications de la cuverie à vins

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement, article II. R.512-46-23 |
| Thème(s) : Situation administrative, Modifications |
| Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. |
| Constats : <u>Rappel du constat de la visite d'inspection précédente (2023)</u> La capacité de stockage de la cuverie à vins, enregistrée à 27 960 hl/an par l'article 2.1 de l'AP du 05/05/2015, a été portée à 41 600 hl, par l'ajout de nouvelles cuves, sans être portée à la connaissance de l'autorité préfectorale. <u>Suite actée :</u> mise en demeure par arrêté du 20 juillet 2023 <u>Réponse de l'exploitant par courriel du 13 juillet 2023 :</u> Le dossier de "porter à connaissance" attendu a été déposé à la préfecture le 6 juillet 2023. <u>Acte administratif :</u> Cette augmentation de capacité de la cuverie à vins a été actée par arrêté préfectoral complémentaire du 22 janvier 2024. <u>Nouvelles modifications :</u> Par courrier du 2 octobre 2024, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet le remplacement de 2 cuves à vins existantes de 1 000 hl de capacité chacune par 2 cuves à vins de 2 000 hl chacune. Ces modifications feront l'objet d'un nouvel arrêté préfectoral complémentaire ultérieurement, après réception des éléments complémentaires demandés au point de contrôle suivant (détail des cuves affectées au stockage de vins). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 2 : Rétentions associées aux stockages de vins

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des pollutions accidentelles |
| Prescription contrôlée : (...) Le stockage de moûts, vins et sous-produits de la vinification est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la capacité de la plus grande cuve ou à un dispositif permettant d'assurer une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité de la plus grande cuve. (...) |

Constats :Rappel du constat de la visite d'inspection précédente (2023)

Les deux zones de stockage de vins situées à proximité immédiate des locaux de distillation ne sont pas associées à une capacité de rétention.

Suite actée : mise en demeure par arrêté du 20 juillet 2023

Réponse de l'exploitant par courriel du 13 juillet 2023 :

"Une rétention sera mise en place pour la zone "stockage vins en attente de distillation" (...) Travaux prévus mai-juin 2024.

Pour la seconde zone, au vu des problèmes techniques rencontrés pour sa réalisation, nous sommes à l'étude d'un éventuel déplacement des cuves, sur la rétention du chai extérieur."

Constat lors de la présente visite d'inspection

Concernant la zone "stockage de vins en attente de distillation" (5 cuves situées sur la façade Nord de la distillerie), les travaux annoncés n'ont pas été réalisés.

Concernant les deux cuves situées entre les 2 locaux de distillation, elles n'ont pas été déplacées comme envisagé. L'exploitant déclare que ces cuves ne sont plus utilisées pour le stockage de vins. Cependant, dans les plans joint au courrier de "porter à connaissance" de modifications du 2 octobre 2024 (cf. point de contrôle n°1 : remplacement de 2 cuves de 100 m³ par 2 cuves de 200 m³), ces 2 cuves (n° 32 et 33) sont toujours identifiées comme "cuves à vins" relevant de la rubrique 2251.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant les deux cuves situées entre les 2 locaux de distillation (n° 32 et 33), pour confirmer et justifier que ces 2 cuves ne sont plus affectées au stockage de vins, l'exploitant doit :

- d'une part, préciser quelle est leur nouvelle affectation ou, le cas échéant, les modalités techniques de leur mise "hors service" ;
- d'autre part, compléter son courrier du 2 octobre 2024 en transmettant le détail des cuves affectées à la préparation ou au stockage de vins, avec leur volume, et les plans mis à jour retirant ces 2 cuves de la rubrique 2251.

Concernant la zone "stockage de vins en attente de distillation" (cuves n°4, 5, 6, 7 et 34), l'exploitant doit réaliser les travaux annoncés avant la prochaine campagne de distillation (octobre 2025) de sorte à associer ces stockages de vins à une rétention conforme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 7 mois

N° 3 : Tour aéroréfrigérante - Stratégie de traitement préventif

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7 I.2.b) de l'annexe I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Legionelles |
| Prescription contrôlée : (...) L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement. Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien. (...) En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement. (...) Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. (...) |
| Constats : <u>Rappel du constat de la visite d'inspection précédente (2023)</u> L'exploitant doit justifier que l'utilisation de biocide non oxydant en injections ponctuelles est la stratégie de traitement la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement. À défaut, il doit changer de stratégie de traitement et donc revoir l'AMR. <u>Réponse de l'exploitant par courriel du 13 juillet 2023 :</u> L'exploitant a transmis les éléments de justification qui lui ont été fournies par son prestataire de traitement de l'eau, la société Analysys. Elle justifie l'utilisation du BIOLYS BA 125 (BNO) en circuit de distillerie pour les raisons suivantes : <i>"au vu du temps de séjours de l'eau (4.6 jours - gros volume de circuit), nous ne pouvons garantir l'efficacité du traitement au BIOCIDÉ OXYDANT. En effet, le chlore dégaze, agit sur la microbiologie et se consomme donc rapidement notamment là où les temps de séjours sont assez long. Si une pollution ou autres anomalies arrivaient, le chlore serait consommé en une fois et donc plus disponible pour le reste du circuit.</i> (...) <i>L'utilisation du BNO en choc 1/mois permet :</i> <i>-Palier au possible manque de chlore</i> <i>-Avoir une action en synergie avec le BO</i> <i>-Avoir un effet rémanent dans l'ensemble du circuit</i> <i>-Éviter l'apparition du BIOFILM qui peut résister au chlore."</i> <u>Constat lors de la présente visite d'inspection</u> L'inspection considère que ces éléments sont suffisants pour justifier que cette stratégie est adaptée à la TAR mais sont insuffisants pour justifier qu'elle est la moins impactante pour l'environnement, notamment au regard du niveau élevé en AOX dans l'eau rejetée (cf point de contrôle n°5). Par ailleurs, la fiche de stratégie de traitement présentée mentionne bien les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets, mais ne mentionne pas les valeurs de concentration théoriques attendues. |

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter sa fiche de stratégie de traitement avec les valeurs de concentration théoriques attendues pour les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets.</p> <p>Par ailleurs, au regard du niveau élevé en AOX dans l'eau rejetée (cf point de contrôle n°5), pour justifier que l'utilisation de biocide non oxydant en injections ponctuelles est la stratégie de traitement la moins impactante pour l'environnement, l'exploitant doit fournir les éléments montrant que des alternatives ont été étudiées et augmenter la fréquence de surveillance de l'eau rejetée (cf point de contrôle n°5).</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 4 : Tour aéroréfrigérante - Suivi des volumes d'eau consommés et rejetés

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7 IV.2. de l'annexe I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - (...) (...) <p>Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat de la visite d'inspection précédente (2023)</u></p> <p>L'exploitant dispose de fiches de synthèse du suivi de la TAR qui lui sont transmises régulièrement par son prestataire. Ces fiches ne mentionnent pas les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant par courriel du 13 juillet 2023 :</u></p> <p>"Document de suivi mis en place avec l'installation d'un compteur au rejet".</p> <p><u>Constat lors de la présente visite d'inspection</u></p> <p>L'exploitant a présenté le document de suivi mensuel des consommations et rejets d'eau du circuit de la TAR 2024. Le volume d'eau rejeté (purges de déconcentration) varie fortement. Le pic est atteint en décembre avec 624 m³ (en comparaison le volume total du circuit est d'environ 270 m³).</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Tour aéroréfrigérante - Rejets d'eau

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.9 de l'annexe I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eau |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques des émissions des polluants visés au point 5.5, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées. En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point 3.7.I.2 b du présent arrêté. Une mesure des concentrations des différents paramètres et polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. (...) |
| Constats : L'exploitant déclare procéder à une analyse de l'eau du circuit de refroidissement une fois par an, à la fin de la campagne de distillation, avant la vidange complète du circuit. L'exploitant a présenté les résultats des analyses du prélèvement réalisé le 11 mars 2024. Ceux-ci font apparaître un niveau élevé en AOX (1,4 mg/l pour une VLE fixée à 1 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j). L'exploitant explique alors qu'il étale le rejet d'eau sur plusieurs jours afin de ne pas dépasser le seuil de flux de 30 g/j. Au vu des volumes rejetés pendant la période de distillation (cf. point de contrôle précédent), un prélèvement en fin de campagne avant vidange complète du circuit n'est pas représentatif du fonctionnement de la TAR sur une journée. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour la prochaine campagne de distillation (2025-2026), pour disposer d'un échantillon représentatif du fonctionnement de la TAR sur une journée, l'exploitant doit réaliser un prélèvement en période de distillation, lorsque les rejets d'eau sont les plus importants. Ce prélèvement doit être constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Ce prélèvement est à faire en complément du prélèvement de fin de campagne de distillation avant vidange du circuit de la TAR, qui doit être maintenu. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 10 mois |